



Fracture sanitaire

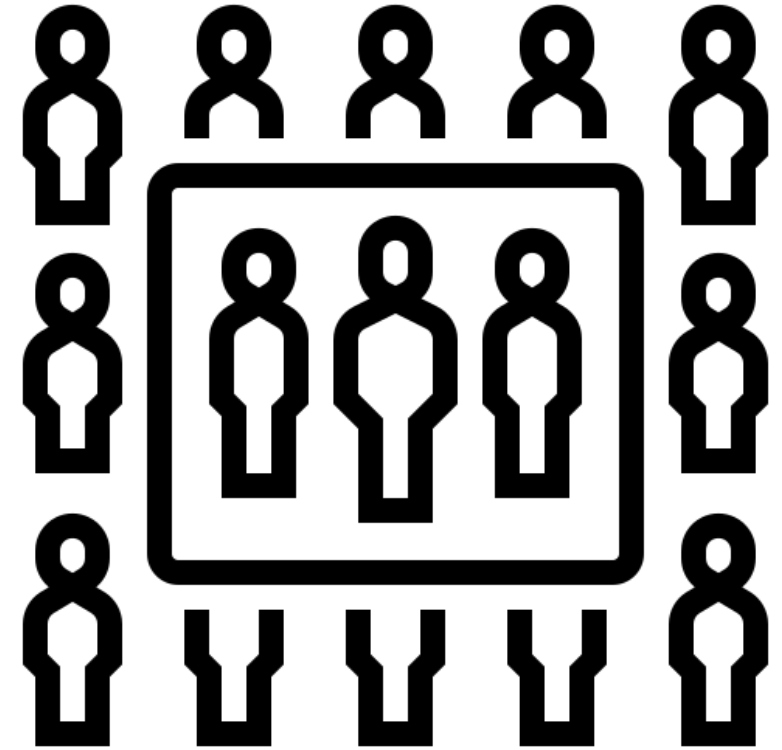
Sondage sur l'accès aux soins

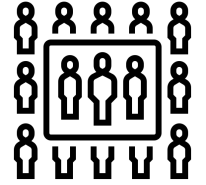
ENQUÊTE EN LIGNE AUPRÈS D'UN
ÉCHANTILLON REPRÉSENTATIF

RÉALISÉE DU 6 AU 13 NOVEMBRE 2024

• 1 003 RÉPONDANTS

Profil de l'échantillon



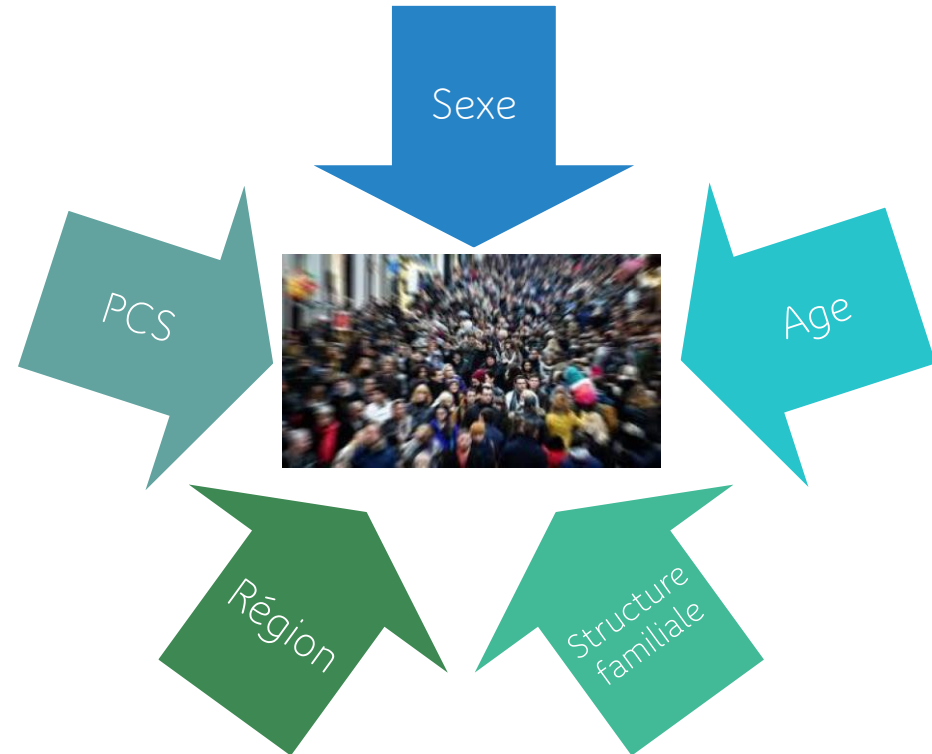


Profil sociodémographique de l'échantillon

Un profil sociodémographique représentatif de la structure de la population française métropolitaine.

Un échantillon de 1 003 personnes représentatif de la population française.

Un questionnaire administré en ligne du 6 au 13 novembre 2024.



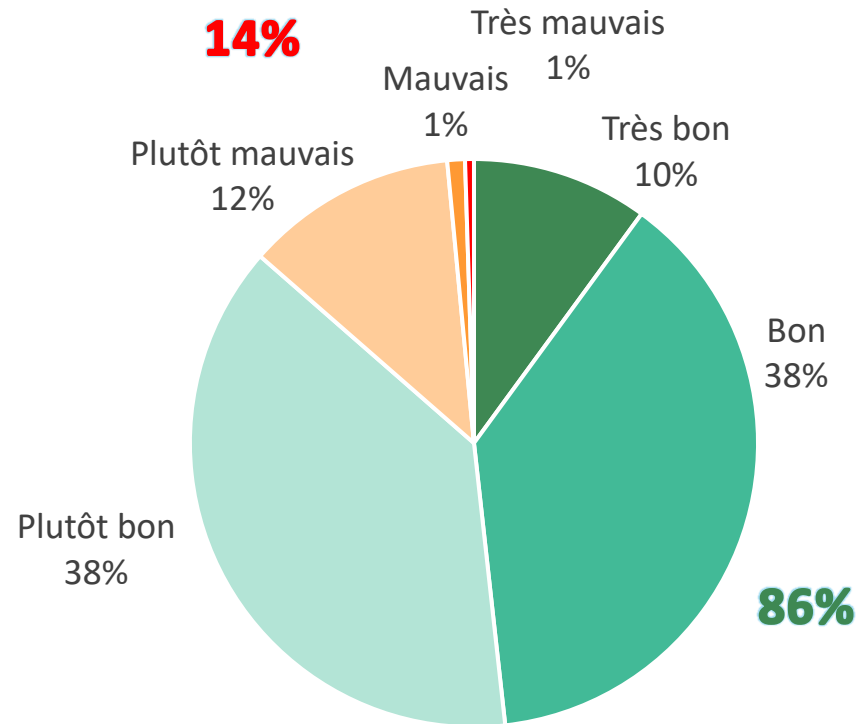


État de santé

86% des répondants se considèrent actuellement globalement en bonne santé



Comment qualifiez-vous votre état de santé actuel ?



Petit décalage hommes/femmes

Le sentiment d'un état de santé dégradé touche légèrement plus les femmes (15%) que les hommes (13%).

L'influence de l'âge

L'état de santé fluctue selon l'âge des personnes interrogées. Ainsi, assez logiquement, l'état de santé perçu est meilleur chez les moins de 39 ans : 92% d'entre eux s'estiment en forme (ce taux est même de 95% pour les hommes), contre 77% chez les plus de 75 ans.

Du côté des hommes comme des femmes, la santé est moins bonne pour la tranche 55-64 ans (respectivement 75% et 80%) que pour celle des 65-74 ans (84% et 83%).

86% des répondants se considèrent actuellement globalement en bonne santé



Familles monoparentales en moins bonne forme

85% des personnes seules avec enfants considèrent être en bonne santé contre 86% chez les couples avec enfants ou 87% pour les personnes seules.

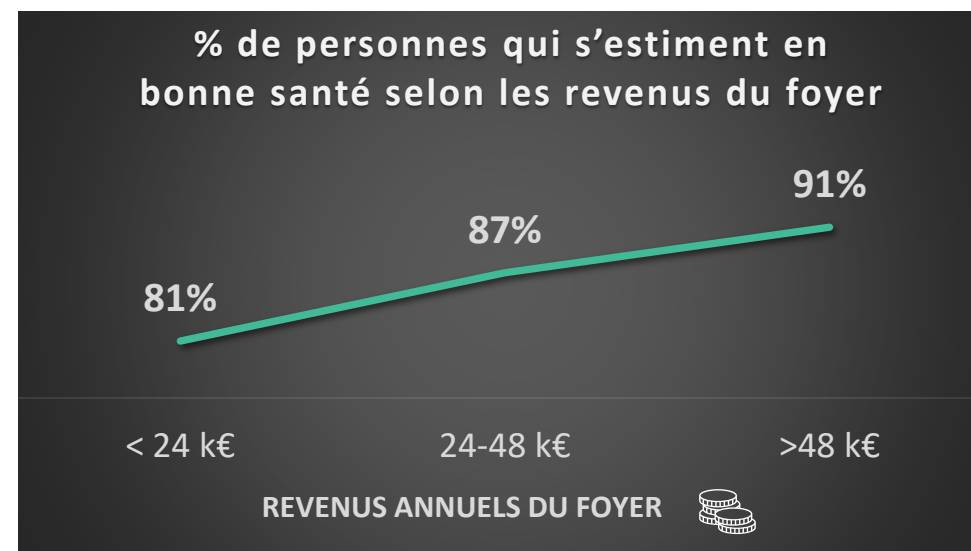
Inégalité sociale, les plus riches en meilleure santé ?

Le constat est sans appel, 91% des personnes se disent en bonne santé dans la tranche des revenus annuels supérieurs à 48 000 €, contre 81% seulement dans celle inférieure à 24 000 €.

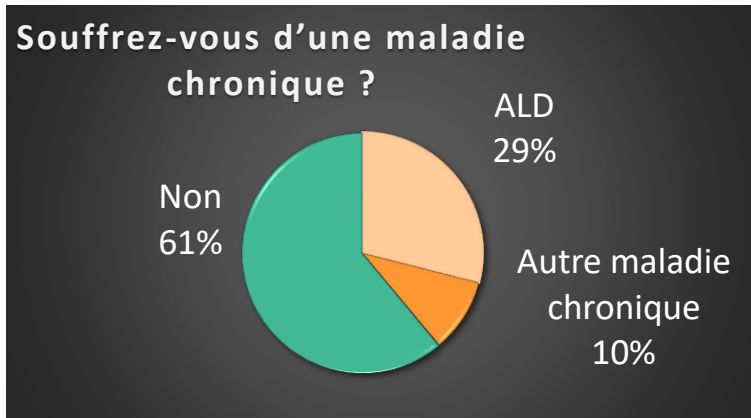
Même constat par catégorie socio-professionnelle, les cadres et professions intellectuelles supérieures sont 93% à être en forme contre 88% des ouvriers, employés ou professions intermédiaires.

Etudiants, au même niveau que les retraités

Les étudiants pourtant dans la fleur de l'âge ne sont que 78% à s'estimer en bonne santé. Ce taux est quasi équivalent à celui de leurs aînés retraités (79%).



29% des répondants souffrent d'une affection longue durée (ALD), 10% d'une autre maladie chronique*



Une personne de 75 ans sur 2 a une ALD

La part des personnes souffrant d'ALD augmente fortement avec l'âge, et ce particulièrement à partir de la tranche d'âge 55-64 ans.

Les hommes davantage touchés que les femmes

42% des hommes affectés par une maladie chronique vs 36% des femmes. Un constat encore plus marqué pour les ALD (35% vs 25%).

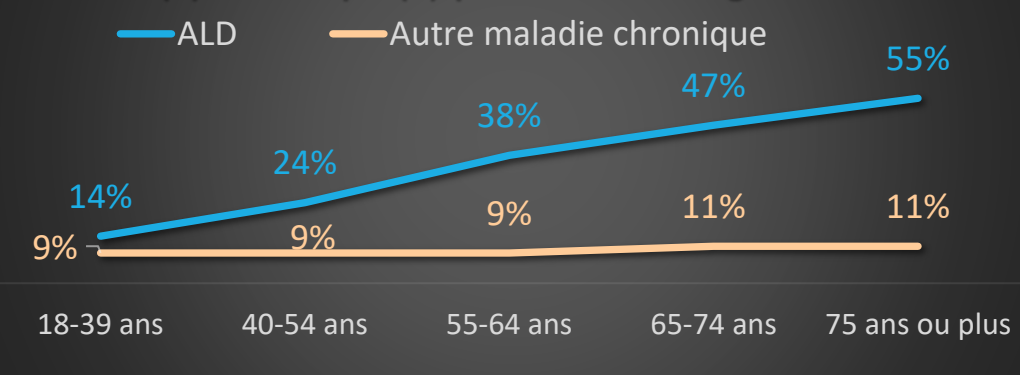
Les personnes modestes plus affectées

42% des individus dont le revenu est inférieur à 24 k€ annuels déclarent souffrir d'une maladie chronique (dont 32% d'une ALD) contre seulement 34% des plus aisés.

Pour autant, maladie chronique ne signifie pas systématiquement mauvais état de santé. 7 personnes sur 10 souffrant d'une ALD se disent en bonne santé et 8 sur 10 pour les autres maladies chroniques.

(* Les résultats sont conformes à ceux de la publication Vidal, de 40%.

Proportion d'individus souffrant d'ALD ou de maladie(s) chronique(s) par tranche d'âge



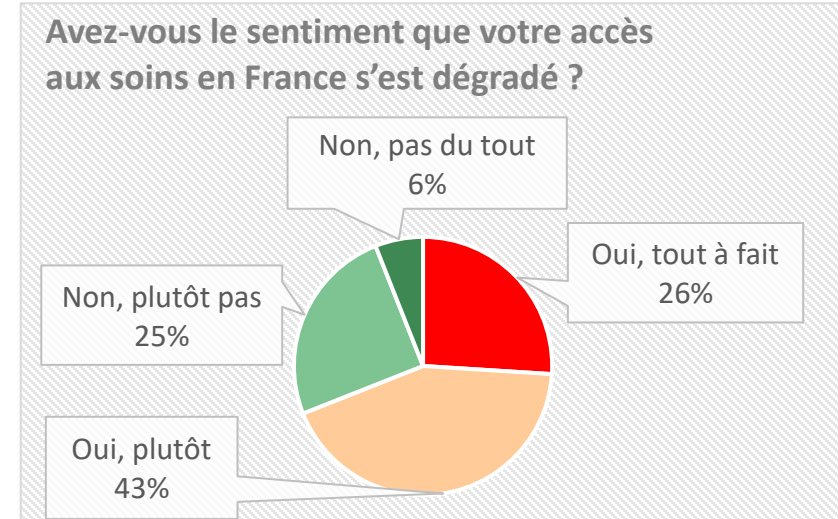
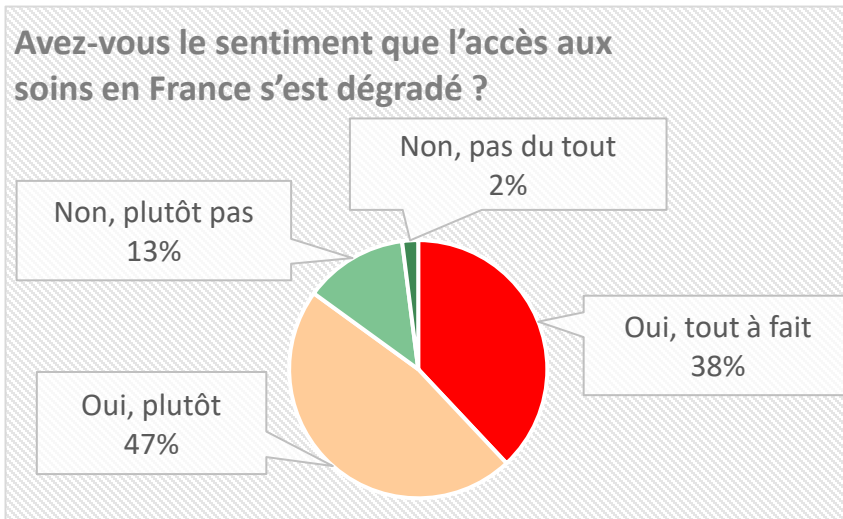


Fracture sanitaire

Depuis deux ans, un sentiment de dégradation de l'accès aux soins



Globalement, 85% des répondants ont le sentiment que l'accès aux soins en France s'est dégradé au cours des deux dernières années. Pour autant, ils ne sont plus que 69% à considérer que leur propre accès aux soins s'est détérioré.



Soulignons que le sentiment de dégradation de l'accès **aux soins personnels** varie fortement selon les revenus. Ainsi, seuls 59% des plus aisés (plus de 48 000 €/an) estiment que leur accès aux soins s'est dégradé contre 73% des moins riches (moins de 24 000 €/an). Il varie également selon la zone d'habitation. Ainsi, 60% des habitants de villes éloignées des grandes métropoles ont constaté une détérioration de leur accès au système de santé, contre 72% dans les banlieues ou zones périurbaines.

Depuis deux ans, un sentiment de dégradation de l'accès aux soins



Le système de santé se dégrade à cause de la politique du gouvernement vers un système à l'américaine... ne se soigneront que ceux qui ont les moyens.

Homme, 40-54 ans, Ile-de-France

Les services ferment de mois en mois, à ce rythme-là il n'y aura plus d'hôpitaux sous un an ou deux. Femme, 18-39 ans, Grand-Est

Le système de soins s'est beaucoup trop dégradé depuis quelques années : beaucoup de fermetures de lits dans les hôpitaux, manque de soignants, médecins infirmiers... Ces métiers ne sont plus attractifs. Femme, 65-74 ans, Auvergne-Rhône-Alpes

Ça devient très compliqué, je ne reconnais plus la France, j'ai travaillé et cotisé toute ma vie et c'est devenu difficile, et presque impossible. Payer la Mutuelle est très difficile. Femme, 55-64 ans, Ile-de-France

C'est une médecine à 2 vitesses et plus pour les riches. Homme, 55-64 ans, Hauts-de-France

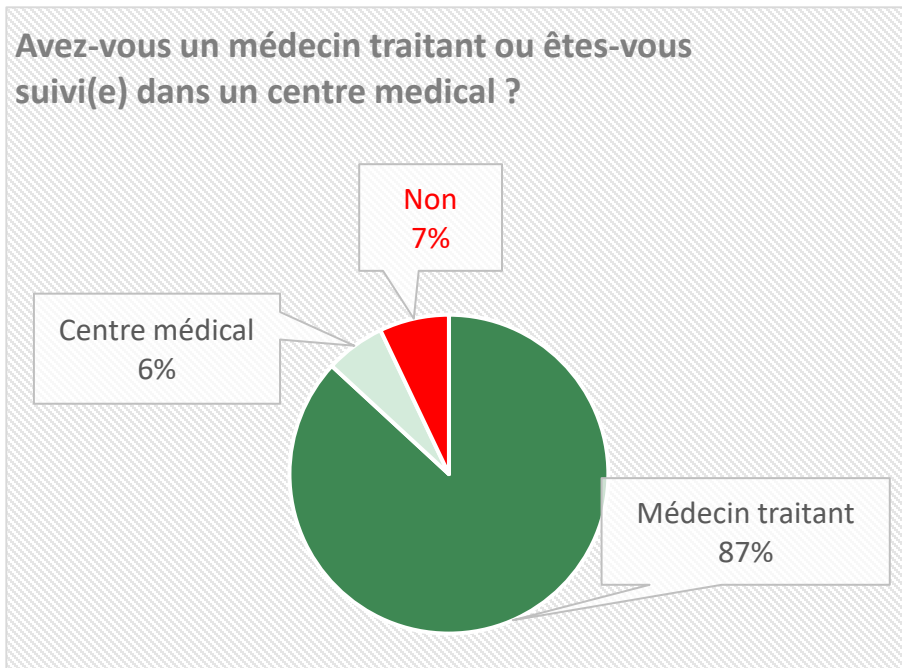
Dégradation rapide des services par choix politique. Homme, 65-74 ans, Auvergne-Rhône-Alpes

Il est urgent de faire qq chose pour que les Français puissent se soigner. Plus de médecins et spécialistes et surtout limiter grandement les dépassements d'honoraires !!! Femme, 55-64 ans, Provence-Alpes-Côte d'Azur

Un médecin traitant ou un suivi dans un centre médical pour 93% des répondants



7% des individus interrogés n'ont pas accès à un médecin traitant.



Fracture sociale et régionale

Ce taux global de 7% cache cependant de grandes différences entre les plus aisés et les plus défavorisés (moins de 12000€ annuels). Ces derniers sont 17% à ne pas être suivis par un médecin traitant ou dans centre médical.

Du côté des régions, 4 sont à la traîne, à savoir en Centre-Val-de-Loire, Bourgogne-Franche-Comté, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes, où plus de 10% des répondants n'ont pas de médecin traitant (respectivement 16%, 12%, 11% et 10%).

Les femmes plus attentives à leur santé ?

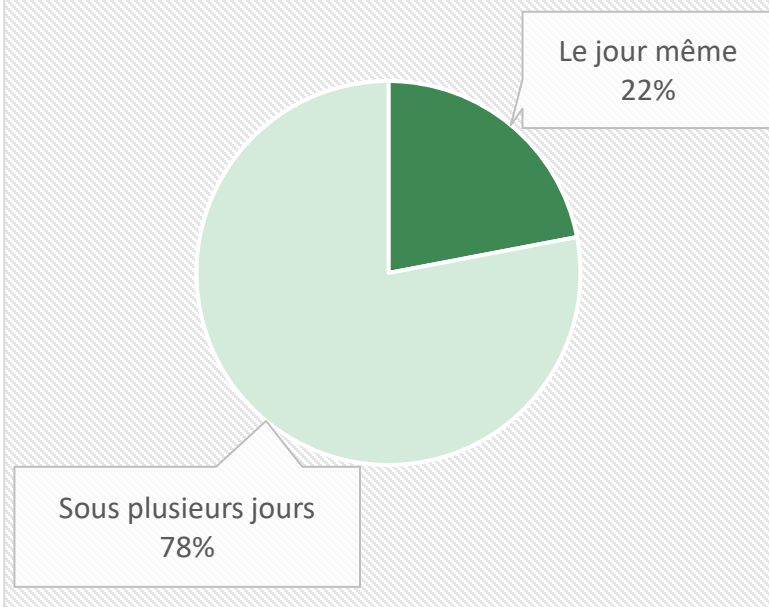
5% des femmes seulement n'ont pas de médecin traitant contre 10% des hommes.

9 jours, délai moyen d'attente pour obtenir un rdv chez son médecin traitant



Lors de leur dernière prise de rendez-vous auprès de leur médecin généraliste, seulement 22% des personnes interrogées ont obtenu un rendez-vous le jour-même.

Délai d'obtention du dernier rdv chez son médecin traitant



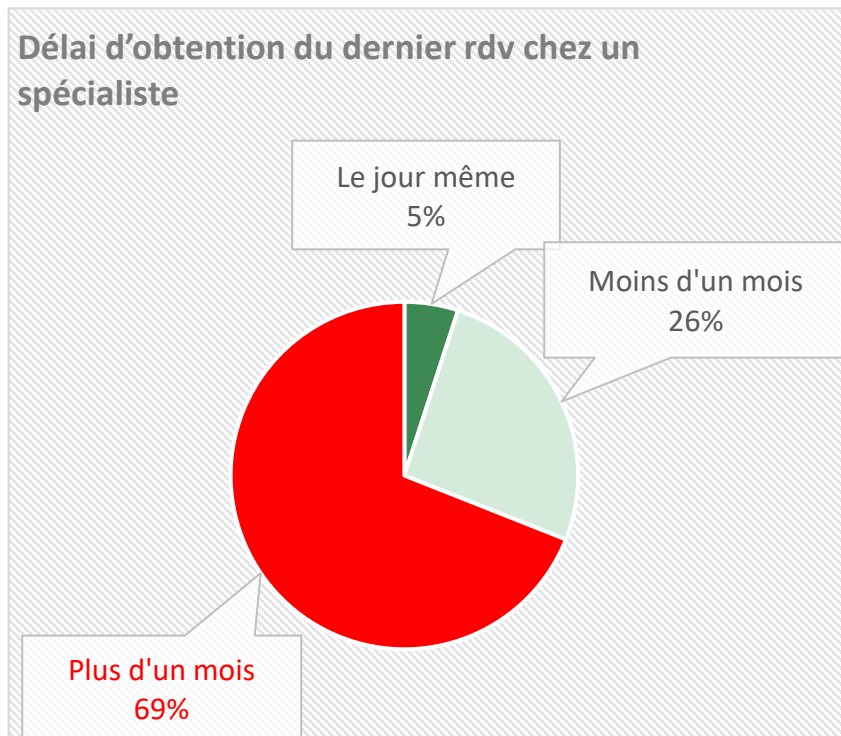
Lorsque ce n'était pas le cas, le délai moyen d'attente constaté est de 9 jours, cachant toutefois de grandes disparités. En effet, le plus fréquemment le délai a été de 3 jours, mais au minimum d'une seule journée et au maximum de 45 jours*.

Dans les grandes villes, 35% des personnes interrogées ont réussi à obtenir un rdv avec un médecin généraliste le jour-même, contre 15% seulement en zone péri-urbaine.

En Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nouvelle-aquitaine, la proportion de rdv le jour même est inférieure à 20% (respectivement 16%, 18% et 20%). A contrario, elle dépasse les 25% en Centre-Val de Loire et dans le Grand-Est (respectivement 25% et 26%).

* 25 personnes ont annoncé des délais supérieurs à 45 jours, elles ont été sorties de la moyenne, pour éviter les biais.

Chez un médecin spécialiste, seulement 31% des rendez-vous obtenus sous moins d'un mois



5% seulement des personnes interrogées ont réussi à voir le spécialiste le jour même de leur demande de rdv.

Ils sont 26% à avoir obtenu un rendez-vous dans le mois, et en moyenne sous un délai de 15 jours.

Enfin 69% des individus interrogés ont dû patienter plus d'un mois pour décrocher un rendez-vous chez un spécialiste. Le délai moyen d'attente est alors de 4 mois. Deux habitants des Hauts-de-France ont indiqué un délai de deux ans.

Dans les villes éloignées et en zone rurale, ce sont 78% et 76% des répondants qui ont attendu plus d'un mois pour un rdv chez un spécialiste.

Dans le Grand-Est et en Pays de la Loire, ce taux est de respectivement 83% et 84% contre seulement 52% pour les habitants d'Ile de France.

Verbatims



Dans les Pyrénées Atlantique, les rendez-vous médicaux sont très faciles à prendre si on se déplace vers Biarritz. Homme, 55-64 ans, Nouvelle-Aquitaine

Difficulté de prendre rdv avec dentistes, kinés, dermatologues. Femme, 75 ans et plus, Provence-Alpes-Côte d'Azur

De mon point de vue, nous avons beaucoup de chance en France d'avoir un bon accès aux soins de santé (niveau financier) mais c'est vrai que pour obtenir un rendez-vous chez un spécialiste, je ne comprends pas que cela prenne autant de temps. Femme, 18-34 ans, Normandie

En Ile-de-France on a affaire à un vrai parcours du combattant pour se soigner cela devient un vrai désert médical alors que c'est immense et qu'il y'a beaucoup de monde. Femme, 55-64 ans, Ile-de-France

Je n'ai jamais eu des problèmes de rdv à Limoges pour mon ALD (cancer du sein) mais il faut compter plus d'une heure de route, ce que j'accepte. En Creuse, nous sommes en manque de tout : dentistes, ophtalmologistes, kinésithérapeutes, etc. Mon médecin Généraliste va prendre sa retraite en juillet et après ??? Femme, 75 ans ou plus, Nouvelle-Aquitaine

15 jours d'attente pour rdv chez médecin traitant je vais en pharmacie si je suis malade. Homme, 40-54 ans, Hauts-de-France

Gros problème avec dermatologues... 1 an 1/2 de délai pour visite de contrôle (sur prescription médicale !)... mais 45 jours pour des soins esthétiques !!!!!!! Femme, 75 ans ou plus, Occitanie

Il devient alarmant de voir les délais dans lesquels obtenir un rendez-vous auprès d'un spécialiste (ophtalmo, hépato-gastro...). Personnellement, ça me fait peur pour l'avenir. Femme, 40-54 ans, Grand-Est



35% ont renoncé à des soins faute de rdv* !

Un marqueur d'inégalités sociales et régionales

- 27% seulement des plus riches (> 48 k€) ont renoncé à des soins faute de rendez-vous disponible contre 36% des moins aisés (< 24 k€).
- Ils sont 40% à avoir abandonné du fait de l'absence de rdv disponible en Bourgogne-Franche-Comté, 43% en Occitanie, 47% en Normandie, et un individu sur deux en Centre-Val-de-Loire.
- Les jeunes (19-34 ans) sont plus nombreux à déclarer avoir renoncé à des soins faute de rdv, 44% contre seulement 24% pour les plus de 65 ans.
- Respectivement 38% et 36% des habitants de banlieues ou de zones péri-urbaines indiquent avoir renoncé à des soins du fait de l'absence de rdv possible.

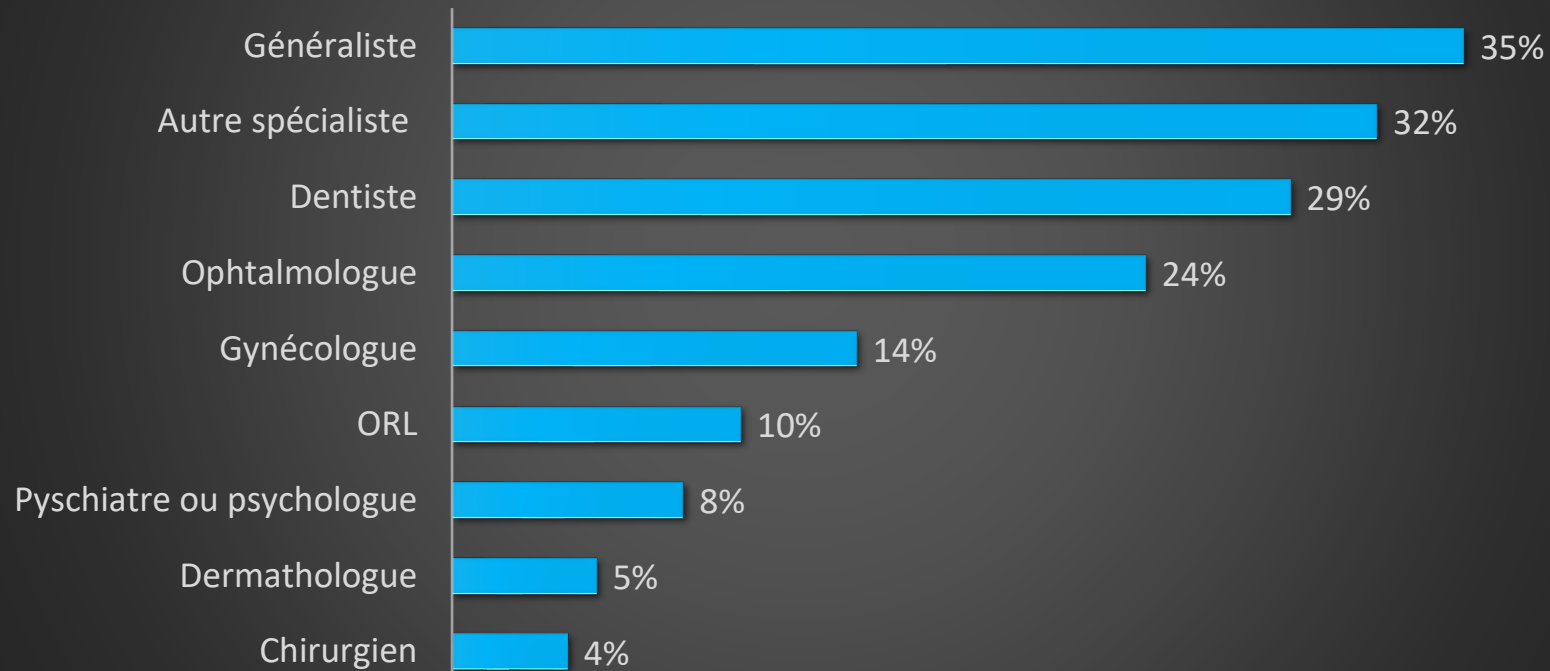
Et les difficultés pour trouver un rendez-vous concernent encore plus les personnes en mauvaise santé : elles sont 44% à avoir baissé les bras dans leur quête d'un rdv disponible.

() Ils étaient 27% lors de notre dernière étude en 2023.*

35% ont renoncé à des soins faute de rdv !



Taux de renoncement à des consultations faute de rdv au cours des 12 derniers mois



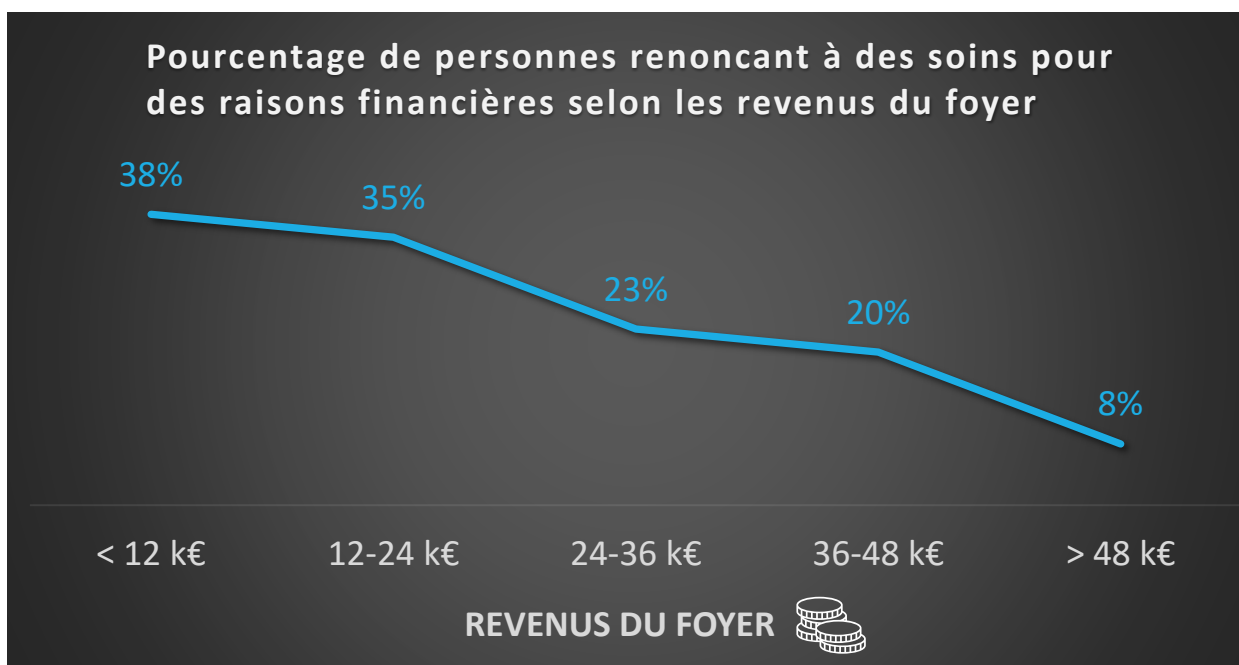
Parmi les personnes ayant renoncé à des soins faute de pouvoir obtenir un rdv, 35% souhaitent juste obtenir un rdv chez un médecin généraliste. 32% ont dû renoncé à une consultation avec un autre spécialiste et 29% avec un dentiste du fait de l'absence de créneau disponible.

En moyenne, les personnes interrogées ont renoncé à deux consultations du fait de l'impossibilité de décrocher un rdv.

24% ont renoncé à des soins pour des raisons financières !



Une situation qui se détériore par rapport à notre dernière étude de 2023. Le taux était alors de 18%.



En moyenne, les personnes concernées ont renoncé à deux soins pour cause de difficultés économiques.

Une inégalité sociale criante

38% des personnes touchant moins de 12000 € annuels doivent renoncer à des soins médicaux pour des raisons financières, contre 8% seulement des hauts revenus.

Dans les grandes villes, la part des personnes renonçant à des soins du fait de contraintes budgétaires grimpe à 29%.

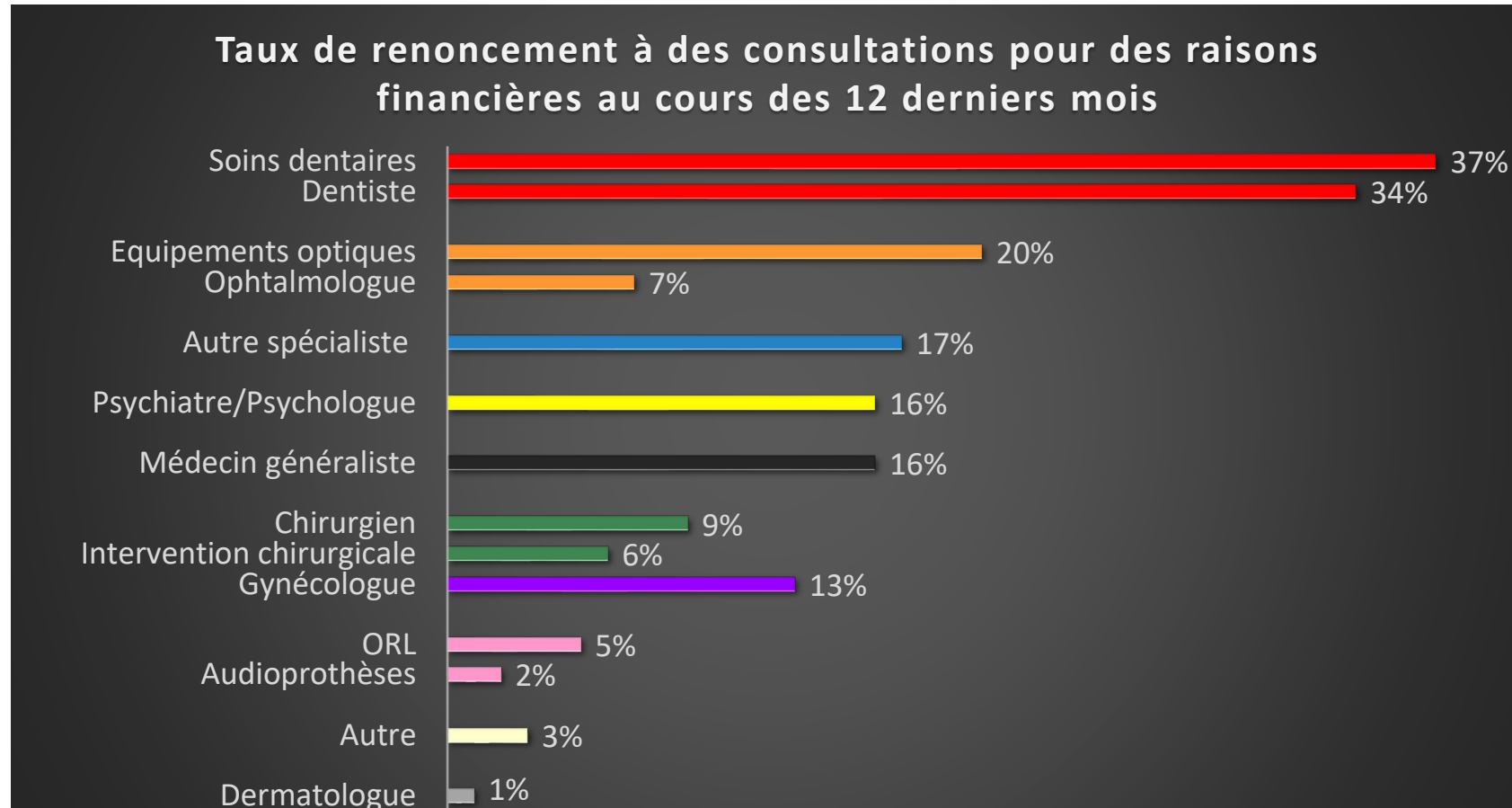
Qui plus est, 30% des personnes en mauvaise santé indiquent avoir dû renoncer à leurs soins pour des raisons financières.

Pour 14% des répondants c'est la double peine



- Enfin, pour 14% des personnes interrogées, la peine est double. Elles ont en effet déjà dû renoncer à des soins pour des problèmes de non-disponibilité de rendez-vous **et** pour des raisons financières. Parmi elles, 57% de femmes et 59% d'individus gagnant moins de 24 000 € contre seulement 2% de ceux gagnant plus de 48 000 €.
- Et, globalement, 45% des répondants ont renoncé à des soins soit faute de rendez-vous disponible soit pour des raisons financières.

24% ont renoncé à des soins pour des raisons financières* !



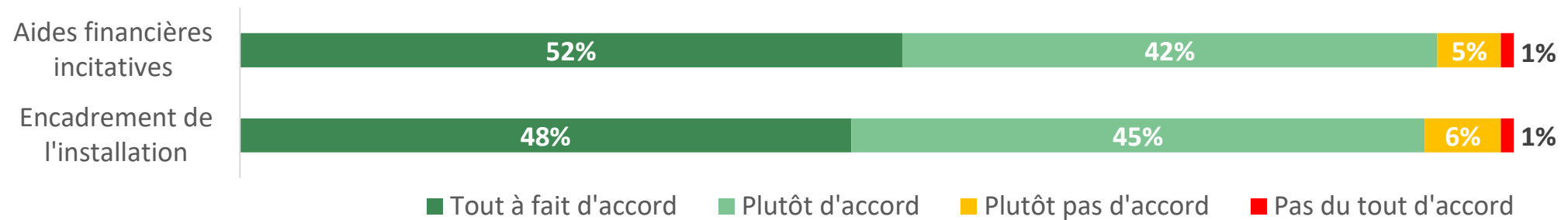
Soins dentaires ou optiques sont les premiers soins auxquels les personnes renoncent du fait de moyens financiers insuffisants.

() Ils étaient 18% lors de notre dernière étude en 2023.*

93% des répondants favorables à un encadrement de l'installation ou à la mise en place d'aides financières incitatives



Afin de lutter contre les déserts médicaux, seriez-vous favorable :
 - à un encadrement de l'installation des professionnels de santé ?
 - à la mise en place d'aides financières incitatives ?



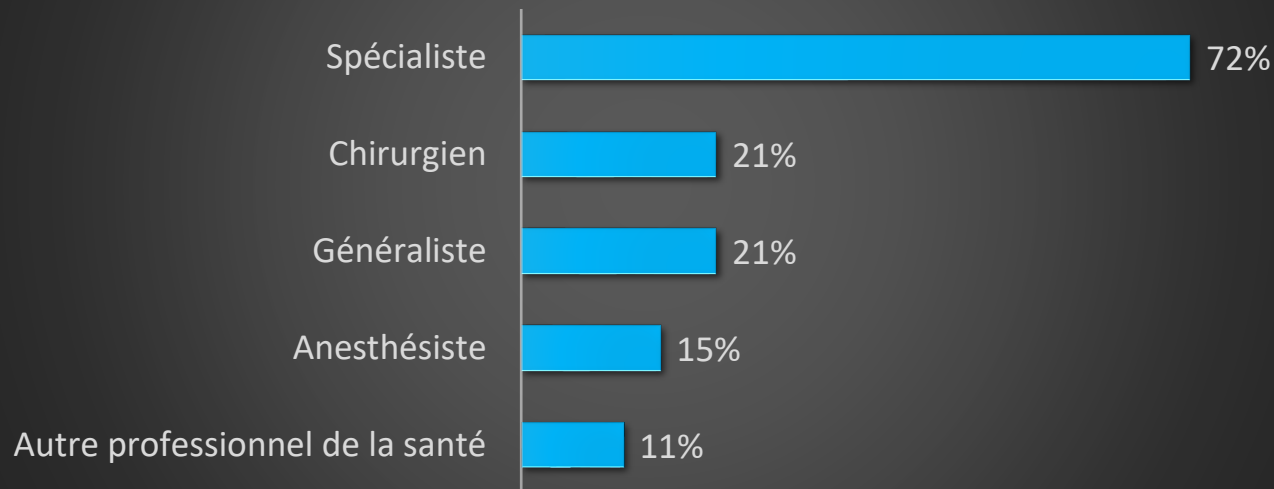
Catégories de revenus, sexe ou régions n'influencent que très peu les résultats.

Plus d'un patient sur deux face à des dépassements d'honoraires



Si 42% des personnes interrogées n'ont pas été confrontées à des dépassements d'honoraires lors de leurs rendez-vous médicaux au cours des douze derniers mois, force est de constater que 58% l'ont été.

Professionnels de santé concernés par les dépassements d'honoraires



Les spécialistes sont les plus cités concernant les dépassements d'honoraires dans notre étude, loin devant les chirurgiens ou anesthésistes.